



Mairie de MONTMAIN

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2022

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation et est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2020. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril, l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2022 a été voté le 14 avril, par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire, il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

I. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien, la section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurant des services communaux.

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (crèche, centres de loisirs, ...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2022 représentent 1 829 711.98€ euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les dépenses de fonctionnement 2022 représentent 1.300.000,00 euros.

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux : prévision 2022 : 553 419,00€.
- Les dotations versées par l'Etat, (prévision).
 - *Dotation forfaitaire : 123 705,00 €*
 - *Dot Solidarité rurale : 16 692.00 €*
 - *Dot nationale de péréquation : 7 743.00 €*
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population :
 - *2021 : 80 000,00€*

b) Les dépenses et recettes de la section :

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
Chapitre		Total réalisé	%	Chapitre		Total réalisé	%
011	Charges à caractère général	292 000,00 €	22,46%	002	Excédent antérieur reporté Fonc	900 127,98 €	49,20%
012	Charges de personnel	634 700,00 €	48,82%	013	Atténuations de charges	5 000,00 €	0,27%
014	Atténuations de produits	71 444,00 €	5,50%	042	Opérations d'ordre entre section	5 000,00 €	0,27%
022	Dépenses imprévues Fonct	20 661,67 €	1,59%	70	Produits des services	117 000,00 €	6,39%
023	Virement à la sect° d'investis.	50 000,00 €	3,85%	73	Impôts et taxes	553 419,00 €	30,25%
65	Autres charges gestion courante	186 656,00 €	14,36%	74	Dotations et participations	228 140,00 €	12,47%
66	Charges financières	44 038,33 €	3,39%	75	Autres produits gestion courante	10 500,00 €	0,57%
67	Charges exceptionnelles	500,00 €	0,04%	76	Produits Financiers	10 525,00 €	0,58%
Total	DEPENSES	1 300 000,00 €	100,00%	Total	RECETTES	1 829 711,98 €	100,00%

Précision concernant les dépenses :

- Les charges à caractère général représentent 22,46% des dépenses de fonctionnement, elles correspondent à l'ensemble des dépenses nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.
- Les charges de personnel représentent 48,82% des dépenses de fonctionnement, elles correspondent à l'ensemble des dépenses liées au personnel communal.
- Les atténuations de produits représentent 5,50% des dépenses de fonctionnement, elles correspondent au montant versé par la Commune à la Métropole Rouen Normandie.
- Les autres charges gestion courante représentent 14,36% des dépenses de fonctionnement, elles correspondent aux indemnités et cotisations des élus, à la participation de la Commune au CCAS, au Sivom et aux subventions versées aux associations.
- Les charges financières représentent 3,39% des dépenses de fonctionnement, elles correspondent aux remboursements des intérêts des emprunts.

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2021 :

Taxe Foncière sur le Bâti : 53,43%
 Taxe Foncière sur le non Bâti : 51.73%

- *Concernant les foyers*
 - Taxe foncière sur le bâti : 543 383,00€
 - Taxe foncière sur le non bâti : 10 036,00€

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à :

- Dotation forfaitaire : 123 705,00 €
- Dot Solidarité rurale : 16 692,00 €
- Dot nationale de péréquation : 7 743,00 €

II. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus.

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

INVESTISSEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
Chapitre		Total réalisé	%	Chapitre		Total réalisé	%
020	Dépenses imprévues Invest	6 469,03 €	3,38%	001	Solde d'exécution d'inv. reporté	68 645,53 €	35,88%
040	Opérations d'ordre entre section	5 000,00 €	2,61%	021	Virement de la section de fonct.	50 000,00 €	26,13%
16	Remboursement d'emprunts	53 869,50 €	28,15%	10	Dotations fonds divers reserves	72 693,00 €	37,99%
20	Immobilisations incorporelles	25 000,00 €	13,07%	13	Subventions d'investissement	0,00 €	0,00%
21	Immobilisations corporelles	101 000,00 €	52,79%	27	Autres immos financieres	0,00 €	0,00%
Total	DEPENSES	191 338,53 €	100%	Total	RECETTE	191 338,53 €	100%

DEPENSES	1 491 338,53 €
-----------------	-----------------------

RECETTE	2 021 050,51 €
----------------	-----------------------

c) Les principaux projets de l'année 2021 sont les suivants :

- A l'article 2121 « plantation d'arbre » : Acquisition et plantation d'arbres.
- A l'article 21311 « Hôtel de ville » : réfection du sol de la Mairie.
- A l'article 21316 « Equipement de cimetière » : Acquisition de colombarium et caverne.
- A l'article 21318 « autres bâtiments publics » : Travaux de mise en accessibilité aux PMR.
- A l'article 2184 « mobilier » : Acquisition de mobilier PMR.
- A l'article 2188 « autres immo corporelles » : Acquisition de panneau d'information lumineux et de caméras.

III. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

a) Recettes et dépenses:

FONCTIONNEMENT			
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	1 300 000,00 €	929 584,00 €
REPORTS	RESTES A REALISER DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		900 127,98 €
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 300 000,00 €	1 829 711,98 €
INVESTISSEMENT			
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	191 338,53 €	122 693,00 €
REPORTS	RESTES A REALISER DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		68 645,53 €
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		191 338,53 €	191 338,53 €
TOTAL DU BUDGET		1 491 338,53 €	2 021 050,51 €

b) Principaux ratios

INFORMATIONS FINANCIERES - RATIOS	VALEURS
Dépenses réelles de fonctionnement / population	905,45
Produits des impositions directes / population	402,49
Recettes réelles de fonctionnement / population	672,42
Dépenses d'équipement brut / population	95,27
Encours de la dette / population	199,46
DGF/population	107,74
Dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement	50,98%
Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	140,48%
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	14,17%
Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	29,66%

c) Etat de la dette

ANNEE	Dette en capital au 1er Janvier	Annuités à payer pour l'exercice	Dont	
			Capital	Amortissement
2022	1 179 635.81€	97 907.83	53 869.50€	44 038.33€

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Montmain le 14 avril 2022.

